



# Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières | Niger

## Analyse des tendances entre janvier, mars et mai 2023

Mai 2023

### CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés non étatiques (GANEs), de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires.

Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans cette zone<sup>1</sup>.

Cette évaluation, offre un aperçu de l'évolution des besoins dans les régions de Tahoua (départements de Tillia et Tassara) et Tillabéri (départements de Abala, Ayerou, Banibangou, Bankilaré, Filingué, Gothèye, Ouallam, Say, Téra, Tillabéri et Torodi) entre janvier, mars et mai 2023.

### MÉTHODOLOGIE

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d'intérêt situées sur le territoire nigérien le long de la bande frontalière entre le Mali et le Burkina Faso, y compris dans les zones difficilement accessibles.

Les informations sont recueillies via des informateurs clés (IC)<sup>2</sup>. Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'unité administrative 3 (commune) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies sur les trois périodes de janvier, mars et mai 2023. Pour chaque période de collecte, 532 localités en moyenne ont fait l'objet d'une enquête et 780 IC ont été interrogés<sup>3</sup>. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

1. REACH. Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, octobre 2022 ; REACH. Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, Mars 2023.

2. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés en présentiel et à distance (par téléphone).

### RÉSULTATS CLÉS

- Les informations recueillies entre janvier et mai 2023 révèlent **une montée du sentiment d'insécurité dans les départements frontaliers**, qui serait à la base des nombreux mouvements de population enregistrés dans la zone durant cette période.
- Les résultats montrent **une détérioration de l'accès à une quantité suffisante de nourriture** entre mars et mai, pour la population déplacée et non déplacée.
- Les résultats mettent également en avant **une détérioration de l'accès de la population à ses moyens de subsistance habituels**, qui serait due, entre autres, à l'augmentation constante des prix des céréales, signalée par les IC entre janvier et mai.
- Les IC interrogés sur les trois périodes de collecte, ont mis en évidence que l'accès aux services éducatifs continuait d'être problématique notamment au sein des localités évaluées dans les départements situés sur la rive droite du fleuve Niger (région de Tillabéri)

### NOTE À LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en **% de localités évaluées, selon les informations rapportées par les IC**. L'ensemble des données portent sur les 30 jours précédant la collecte – sauf indication contraire.

### À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: [www.reach-initiative.org](http://www.reach-initiative.org)

3. Dont 77% d'enquêtes directes (les IC enquêtés rapportent avoir visité eux-même, au cours du mois précédant la collecte, la localité sur laquelle ils rapportent des informations), et 23% d'enquêtes indirectes (les IC enquêtés rapportent avoir été en contact, au cours du mois précédant la collecte, avec quelqu'un qui se trouvait dans la localité sur laquelle ils rapportent des informations).

**PROTECTION**

Selon l'étude d'OCHA sur les mouvements des populations, depuis le mois de janvier 2023, la région de Tahoua accueillait 72 000 personnes déplacées internes (PDI), dont plus de 80% dans les départements de Tillia et Tassara, tandis que la région de Tillabéri accueillait 142 000 PDI<sup>4</sup>. En parallèle, la cartographie des populations affectées d'UNHCR, enregistrait 88 912 réfugiés et demandeurs d'asile au sein des deux régions, soit une augmentation de 8% du nombre de personnes en déplacement forcé par rapport au mois de mars 2022<sup>5</sup>.

En particulier, l'étude d'OCHA a relevé que les déplacements dans la région de Tahoua étaient principalement de nature préventive, en raison du risque de violence de la part des groupes armés, ressenti par la population. En ce qui concerne la région de Tillabéri, l'étude a montré que les déplacements étaient dus au niveau élevé d'insécurité dans la zone frontalière avec le Mali et le Burkina Faso, en particulier dans les départements d'Ayerou, Bankilaré et Tillabéri, où les attaques répétées des GANEs et les représailles intercommunautaires ont entraîné des déplacements progressifs de la population<sup>6</sup>.

**% de localités où les IC ont rapporté la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :**

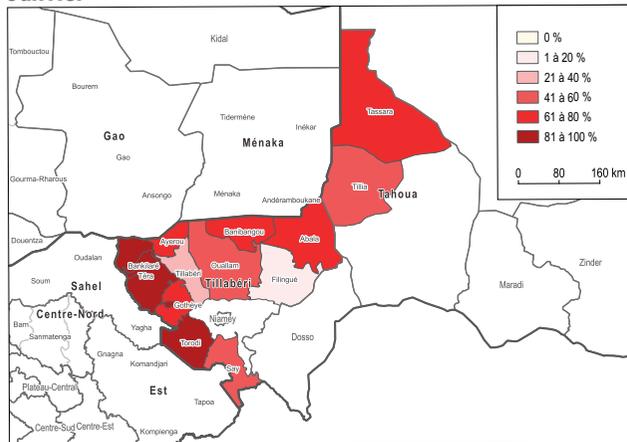
	Janvier	Mars	Mai	Moyenne
<b>Tahoua</b>	<b>64%</b>	<b>62%</b>	<b>75%</b>	<b>67%</b>
<b>Tillabéri</b>	<b>55%</b>	<b>46%</b>	<b>53%</b>	<b>51%</b>

Les informations recueillies sur les trois périodes de collecte, montrent **une hausse du sentiment d'insécurité** dans la zone frontalière.

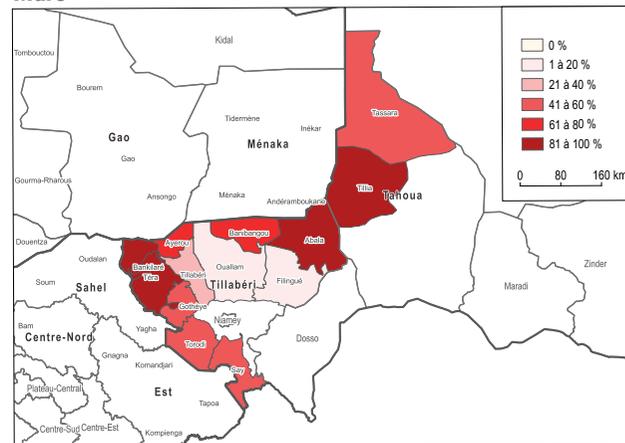
D'après les IC, les **principales inquiétudes sécuritaires** ressenties par la majorité de la population et qui expliqueraient ce sentiment d'insécurité sur la période janvier-mai, sont le **risque de violence par les groupes armés** et le **vol de bétail**.

**% de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :**

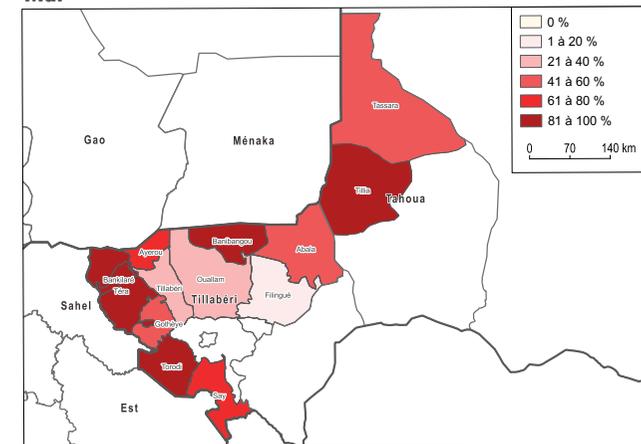
Janvier



Mars



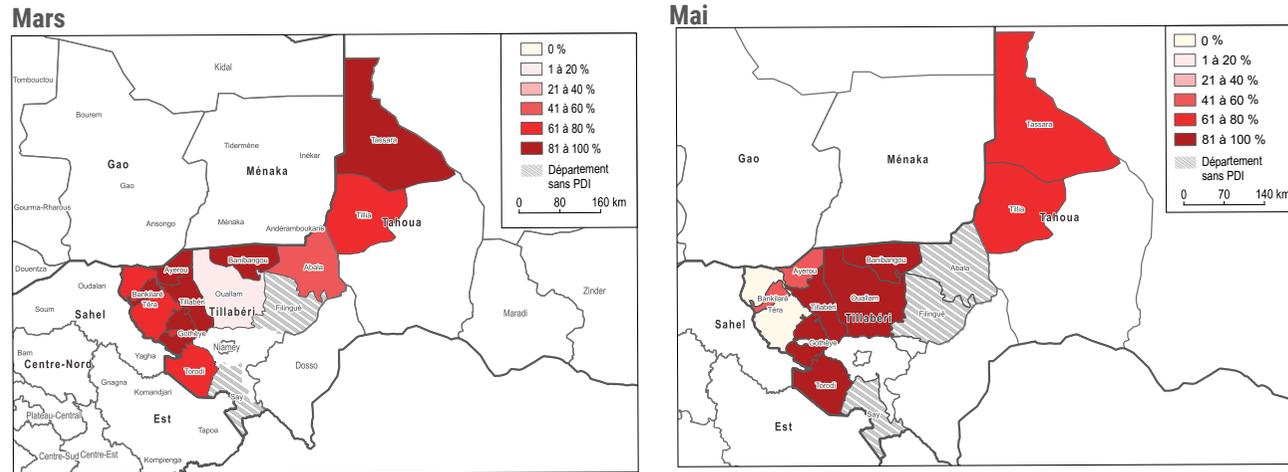
Mai



4. OCHA Niger, Situation des mouvements de populations, mai 2023.  
 5. UNHCR Niger - Map Population of Concern, April 2023.  
 6. OCHA Niger, Situation des mouvements de populations, mai 2023.

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (SECAL) ET MOYENS D'EXISTENCE

% de localités où les IC ont rapporté que la quantité de nourriture à disposition de la population déplacée (PDI, réfugiés et retournés) était largement insuffisante, mois de mars et mai<sup>7</sup> :



% de localités où les IC ont rapporté que la quantité de nourriture à disposition de la population non déplacée était largement insuffisante, mois de mars et mai :

	Tahoua	Tassara	Tillia	Tillabéri	Abala	Ayerou	Banibangou	Bankilaré	Filingué	Gothèye	Ouallam	Say	Téra	Tillabéri	Torodi
Mars	64%	54%	76%	55%	65%	54%	68%	69%	55%	46%	64%	59%	59%	26%	63%
Mai	77%	78%	76%	58%	80%	14%	31%	46%	77%	41%	73%	52%	63%	31%	70%

Selon les informations recueillies entre janvier et mai, **l'accès à suffisamment de nourriture pour la majorité de la population (déplacée et non déplacée) demeure critique** dans l'ensemble des localités évaluées. Les raisons principales expliquant cette situation mises en avant par les IC sont **l'épuisement des stocks**, le **manque de bétail**, le **manque d'argent** pour acheter la nourriture et les **prix élevés**. A cet égard, les entretiens avec les IC ont relevé de régulières **augmentations des prix des céréales** dans les localités évaluées, **entre janvier et mai**.

En parallèle, les IC ont rapporté une **détérioration de l'accès aux moyens de subsistance** au sein des localités évaluées entre janvier (49%), mars (83%) et mai (87%)<sup>8</sup>.

L'augmentation des prix des produits céréaliers sur la période janvier-mai 2023 a été également signalée par le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET) et serait due aux restrictions à l'exportation de ces produits mises en place au Burkina Faso et au Mali. Cette hausse des prix et de l'insécurité dans la zone frontalière contribue à limiter l'accès de la population aux moyens de subsistance ainsi que leur consommation alimentaire. Les régions de Tillabéri et le nord de Tahoua étaient ainsi classés en situation d'insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 IPC)<sup>9</sup>.

7. Certains indicateurs du questionnaire ont été modifiés entre les collectes de janvier et de mars, et il n'est donc pas possible d'avoir la même représentation graphique pour les comparer.

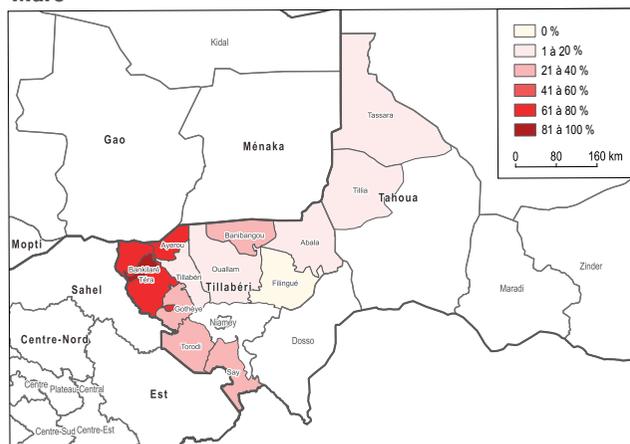
8. Janvier : % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens d'existence habituels ; mars et mai : % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne disposait pas de suffisamment d'argent (cash ou liquide) pour subvenir à ses besoins.

9. FEWS NET, Niger, [Malgré les récoltes, les prix élevés des denrées de base limitent l'accès alimentaire des ménages pauvres, janvier 2023](#) ; FEWS NET, Niger, [La hausse atypique des prix des denrées alimentaires réduit le pouvoir d'achat des ménages pauvres, mars 2023](#) ; FEWS NET, Niger, [Les conflits continuent de perturber les moyens d'existence et l'accès alimentaire des ménages pauvres, mai 2023](#).

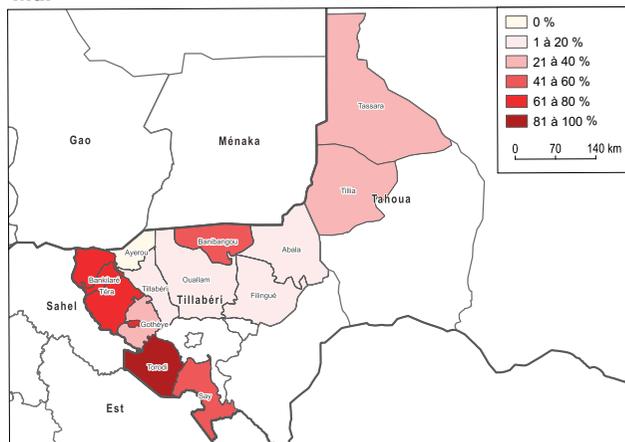
## ÉDUCATION

% de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population non déplacée n'avait pas accès à des infrastructures ou des services d'éducation formelle, fonctionnels et à distance de marche<sup>10</sup> :

### Mars



### Mai



Évolution % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population déplacée (PDI, réfugiés et retournés) n'avait pas accès à des infrastructures ou des services d'éducation formelle, fonctionnels et à distance de marche :

	Tahoua	Tassara	Tillia	Tillabéri	Abala	Ayerou	Banibangou	Bankilaré	Filingué	Gothèye	Ouallam	Say	Téra	Tillabéri	Torodi
Mars	18%	0%	33%	16%	0%	0%	0%	100%	NA	14%	0%	NA	67%	0%	0%
Mai	0%	0%	0%	15%	NA	0%	0%	50%	NA	25%	0%	NA	NA	14%	0%

Selon les informations recueillies sur les trois périodes de collecte, **l'accès aux services éducatifs continue d'être problématique** pour les ménages déplacés et non déplacés, notamment au sein de certaines localités évaluées dans la région de Tillabéri. En ce qui concerne les **raisons expliquant ces difficultés d'accès à l'éducation**, la situation varie entre les deux régions. D'après les IC, la cause principale du manque d'accès à l'éducation dans la région de **Tahoua** serait **l'absence infrastructurelle d'établissements scolaires à proximité** des localités évaluées. En parallèle, pour la région de **Tillabéri**, les IC ont mentionné **le manque d'enseignants** et **la fermeture des écoles à cause de l'insécurité**. Le projet de monitoring de protection d'UNHCR (P21), rapporte que Tillabéri est la région du Niger qui comptait le plus d'écoles fermées pour l'année scolaire 2022-2023<sup>11</sup>, en raison de l'insécurité<sup>12</sup>.

Selon les informations fournies par la Direction Régionale de l'Enseignement National (DREN) - Groupe de Travail Éducation de Tillabéri, au mois de mai, la région recensait 921 écoles fermées, dont 891 écoles primaires (sur un total de 2 779 écoles)<sup>13</sup>.

Entre janvier et mai, les IC ont rapporté que **la population ne disposait d'aucune stratégie alternative pour continuer l'apprentissage lors de la fermeture ou du non-fonctionnement des écoles**, dans la quasi-totalité des localités évaluées à **Tillabéri**. En ce qui concerne la région de **Tahoua**, entre janvier et mars la stratégie alternative la plus répandue au sein des localités évaluées était **l'école coranique**, tandis que pour le mois de mai, les IC ont rapporté que **la population ne disposait pas de stratégies** dans la plupart des localités évaluées.

10. Certains indicateurs du questionnaire ont été modifiés entre les collectes de janvier et de mars, et il n'est donc pas possible d'avoir la même représentation graphique pour les comparer.

11. Parmi les régions concernées par l'étude : Tillabéri, Tahoua, Diffa et Maradi.

12. UNHCR, PROJET 21 Niger, Bulletin mensuel d'analyse, mai 2023.

13. Direction Régionale de l'Enseignement National, Groupe de travail éducation de Tillabéri - Compte rendu de la réunion du 11 mai 2023.